

Compte rendu du débat :

« Comment poursuivre le soutien aux programmes d'accès à l'eau et à l'assainissement dans les pays du Sahel ? »

Assemblée Générale du pS-Eau

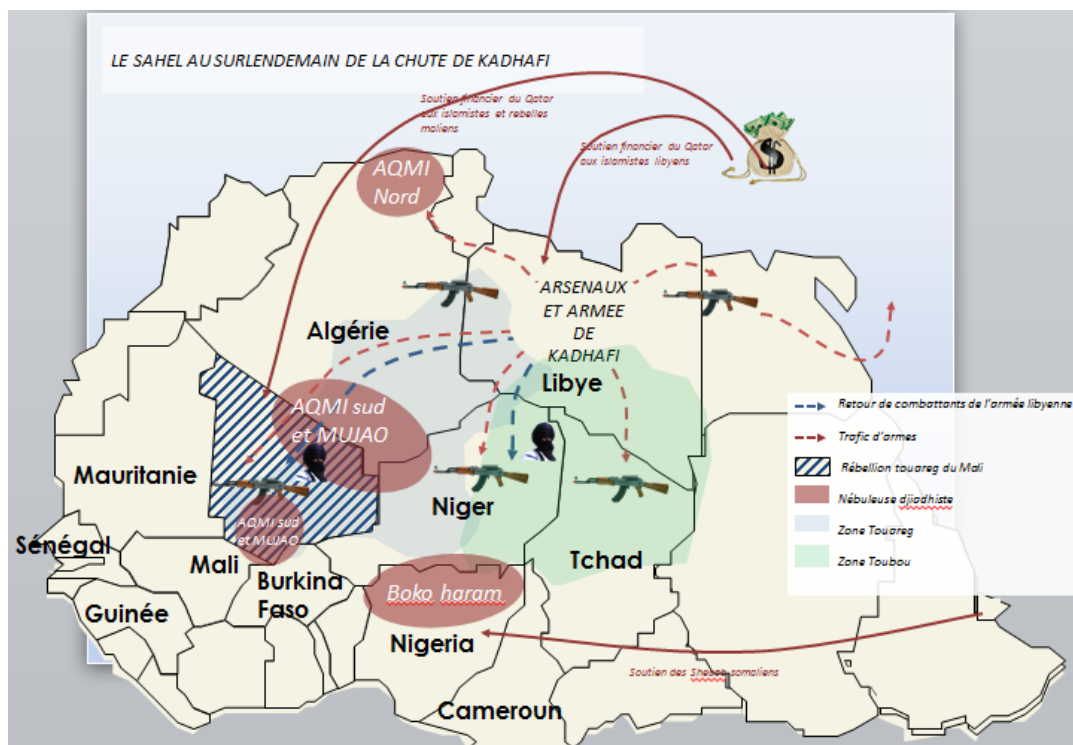
Mercredi 4 Juillet 2012

Au Comptoir Général, Paris

Au moment où l'appui extérieur devient encore plus indispensable nous assistons autour de nous à un désengagement progressif reposant sur une légitime volonté de ne pas faire prendre de risques aux acteurs de la coopération dans le domaine de l'eau.

Quelles solutions pouvons-nous communiquer aux membres du réseau ? Comment s'appuyer sur les compétences locales ? Quels relais locaux sont mobilisables ?

M. Mathieu Pellerin, Consultant risque pays, Chercheur associé à l'IFRI, a exposé en préambule sa vision de la situation dans les zones définies comme à risque par les autorités françaises au Sahel.



Synthèse de l'intervention sur le Sahel pour le pS-Eau – Mathieu PELLERIN

- Les conséquences de la crise libyenne se font ressentir dans toute la région du Maghreb et du Sahel. La Libye est aujourd'hui le cœur de l'instabilité régionale et continuera de l'être tant que la situation en Libye ne sera pas stabilisée.
- Permanence de l'instabilité en Libye : résilience de brigades armées à Benghazi, Misrata, Zenten et Tripoli. Porosité des frontières et dissémination d'armes via l'Algérie, la Tunisie, l'Égypte, le Niger, le Tchad. Renforcement des cellules djihadistes à l'est du pays. Les élections législatives ne changent rien au fond du problème.

Conséquences de la crise libyenne :

- Réveils identitaires, notamment Toubou et Berbères : risque de contagion au nord du Niger (réveil de la rébellion Touareg ou Toubou) et au Tchad (Toubou).
- Crise malienne : la situation au Mali est la conséquence directe de la crise libyenne, Mohamed Najim, le chef militaire du MNLA ayant donné corps à la rébellion, ayant déserté les rangs de Kadhafi avec plus de 300 combattants Touareg. Un terrain favorable existait au Mali (contestation menée depuis 2010 par le MNA) mais rien n'aurait été possible sans le retour des Touareg maliens de Libye.
- Le scénario malien peut-il se reproduire au Burkina Faso ou au Niger ? Les précédentes rébellions au Niger n'ont jamais démarré par contagion avec la situation au Mali. Mais le Niger est aujourd'hui confronté à quatre crises simultanées : Boko Haram, la crise malienne (infiltration de combattants armés), le retour des réfugiés Toubou de Libye, le retour des Touareg de la Libye et les conséquences en matière de pression foncière dans un contexte de crise alimentaire. La situation est très tendue à Agadez (manifestations contre les forces de police, contre les Toubou) et un discours de pré-rébellion est présent (critiques d'Areva, demande de réintégration des anciens combattants démobilisés, etc.).
Le Burkina Faso est très vulnérable, un an après les tentatives de mutinerie au sein de l'armée. Si le risque de contagion au nord au Burkina Faso est faible, un échec de la médiation burkinabé au Mali pourrait fragiliser le régime.
- Les Etats-tampons de la région sont fragilisés : le Burkina Faso, le Niger, comme expliqué plus haut, mais aussi l'Algérie (où la succession à Bouteflika risque d'aiguiser les appétits) et la Mauritanie (confrontée à de nombreuses manifestations organisées par l'ancien Président Ould Vall qui réclame la démission d'Aziz).

Synthèse des débats

La présentation de M. Mathieu Pellerin, consultant risques pays, chercheur associé à l'IFRI montre la complexité de la crise malienne, et son imbrication avec d'autres conflits, actifs ou latents, dans la sous-région. Cette crise augure de difficultés persistantes à intervenir sur le terrain pour les occidentaux à moyen terme.

Cette impossibilité de se rendre « sur place » est peut-être un moindre mal. Certes, les échanges humains sont toujours riches, et les partenaires aiment à se rendre compte de visu des résultats de leurs projets. Mais cette crise peut aussi être une opportunité de mettre en œuvre certains principes d'actions. Ainsi, comme le rappelle notamment l'éditorial de la dernière lettre du pS-Eau, il est nécessaire de s'appuyer sur les compétences locales existant au Sud pour la mise en œuvre des projets :

Et de participer au renforcement des compétences des acteurs Sud :

- par l'accueil de Volontaires Sud en stage au Nord, comme l'a expérimenté l'ONG Action Mopti ;
- par l'accueil de délégations d'élus ou de techniciens en France. Le MAE pourrait être sollicité pour faciliter l'obtention des visas pour les partenaires. Le pS-Eau invite chaque année des experts Sud en France : la prochaine venue d'une délégation pourra fournir l'occasion d'évoquer avec eux ces enjeux ;
- en travaillant au renforcement de la société civile africaine (et réciproquement), en lien les élus et les ONG françaises. A ce sujet l'UE vient de lancer une initiative

Ce qui est probablement plus grave, c'est que la crise au Mali a balayé la plupart des cadres institutionnels existants dans le nord du pays : services déconcentrés de l'état, collectivités territoriales, etc. et réduit en cendres les fruits d'années d'appui à ces acteurs locaux dans le développement des services d'eau et d'assainissement. Enfin et surtout, les populations, déjà démunies, voient leur sort s'aggraver : violence, migrations forcées, dégradation des conditions de vie.

Dès lors, la décision de nombreux bailleurs de fonds de suspendre toute aide au Mali, si elle se comprend par l'incapacité actuelle de l'état malien à gérer correctement les flux des aides directes, n'est-elle pas une « double peine » pour les populations ?

Les débats qui ont suivi ont fait ressortir que si tous ont bien conscience de l'impossibilité de continuer à intervenir dans l'Azaouad (Nord Mali) ; il est par contre tout à fait possible de travailler dans le reste du Mali.

Pour les acteurs de la coopération il serait important d'avoir une carte délimitant les zones sensibles et les zones moins sensibles avec une mise à jour régulière par des correspondants sur place.

Les relais de la Croix rouge et ou de Solidarités pourraient être très utiles à ce sujet. « Solidarités International » travaille dans les régions de Gao, Tombouctou, etc. à l'attention des populations déplacées via des associations locales.

Le pS-Eau pourrait utilement faciliter la connexion entre les ongs/initiatives de développement et les acteurs de l'urgence. Les acteurs de l'urgence ont besoin de connaître ce qui a été fait au cours des années passées afin de mieux intégrer leur démarche dans cette dynamique et ainsi esquisser dès aujourd'hui une stratégie de sortie planifiant la fin de leurs actions d'urgence. Le pS-Eau pourrait communiquer à trois niveaux:

- rappeler à l'ensemble des bailleurs et porteurs de projets que les programmes sont sécurisés dans la plupart des zones du sahel ;
- que cette crise peut être un accélérateur dans la modification des pratiques (voir plus haut), mais ne justifie pas d'interrompre toute forme d'aide, bien au contraire ;
- rappeler que ces situations sont générées par la pauvreté, et le manque de société civile et de démocratie.

La prochaine lettre du pS-Eau pourrait porter ces messages.

Les grands élus membres du CA du pS-Eau (tels que Bertrand Delanoë) pourraient être sollicités pour porter haut et fort ces messages. D'autres moyens de communication (événementiel culturel avec des artistes maliens, notamment) sont à étudier.

C'est la consolidation des partenariats et la réaffirmation de la confiance dans les partenaires locaux, qui permettront aux actions de se pérenniser. La coopération décentralisée peut efficacement contribuer à maintenir les organisations de la société civile dans l'objectif de mieux résister à ces crises. Pour les très petites opérations qui ne bénéficient pas de correspondants locaux stables et formés, la solution pourrait être de s'appuyer sur les plus grosses structures qui sont, elles, en relation permanente avec leurs partenaires.

Le représentant de la Croix Rouge nous a communiqué des informations concernant la coordination avec les ongs d'urgence, un cluster WASH est en cours de création (TdR ci-joint) ainsi qu'un Comité d'Orientation Stratégique (COS). Les informations relatives aux actions EHA des ONGs d'urgence sont disponibles sur <https://sites.google.com/site/clusterwashmali/> mais en migration vers le site <http://mali.humanitarianresponse.info>. On y trouve la cartographie de [qui fait quoi où](#), des évaluations, listes de contacts,...

Le représentant du MAE, propose que l'on fasse remonter ces idées au Ministère. Car un groupe de travail y a été constitué pour trouver des solutions sur la zone du Sahel au sens large sur tous les thèmes dont celui de l'eau. Jean-Félix Paganon (représentant spécial pour le Sahel) devrait prochainement communiquer le Plan Sahel proposé par la France.

L'Union Européenne est en attente de ce que va proposer la France pour se positionner.

Il est à noter que l'AFD qui avait tout d'abord annoncé l'arrêt de ses subventions sur le Mali début juin est revenu sur sa décision après discussion avec le MAE et surtout le SCAC de Bamako.

Actions à entreprendre

A. Faire une Lettre du pS-Eau spéciale Mali

B. Réaliser une ou plusieurs cartes accessibles en ligne qui mettent en évidence :

1. Les zones de conflit ou à risques et les différents niveaux d'alerte du MAEE
2. Les acteurs en présence sur lesquels on peut s'appuyer pour poursuivre les actions :
 - Les collectivités et les services de l'Etat quand ils sont encore en place et fonctionnels
 - Les associations locales
 - Les bureaux d'études
 - Les ONG d'urgence
3. Les actions en cours menées par des acteurs CDNG à mettre en valeur

C. Faire comme prévu une réunion pS-Eau « Mali » à l'automne, qui montre que l'action continue au Mali, avec peut-être une partie additionnelle plus politique. Cette réunion rassemblerait l'ensemble des acteurs français qui interviennent dans le secteur E&A au Mali et au Niger (AFD, Ministères, CL, ONG de développement et d'urgence , Bureaux d'études, Fondations, Instituts, etc.) et les acteurs locaux (Services de l'Etat, Elus, Associations locales, bureaux d'études..) pour :

- informer précisément les acteurs français sur la situation qui prévaut au Mali et au Niger
- identifier des modalités opérationnelles pour poursuivre les actions de coopération
- trouver des complémentarités entre l'apport des acteurs CDNG français, les ONG d'urgence et les acteurs locaux.

Fait à Paris, le 27 juillet 2012

Pierre Marie Grondin
Directeur du pS-Eau